Ancienne colonie des Pays-Bas, dont l’accès à l’indépendance date de 1975, le Suriname, avec un PIB par tête courant de 9 052 USD est un pays à revenu intermédiaire de 570 000 habitants qui partage une frontière commune de 520 km avec la Guyane Française. La baisse des cours des matières premières a directement impacté l’économie surinamaise. Après avoir déjà ralenti de +2,8 % en 2013 à +1,8 % en 2014, la croissance est tombée à +0,1 % en 2015. Le pays est officiellement entré en récession en 2016. En effet, l’économie s’est effondrée, le FMI calculant une récession de -10,5 % alors que la Banque centrale affiche -7,5 %. Le Fonds évalue le PIB à 3,6 Md USD en 2016, contre encore 5,2 Md USD en 2014. L’économie a longtemps reposé sur la production de matières premières, agricoles (riz, bananes et bois tropicaux) et surtout, minières. La production de bauxite a durablement déserté le Suriname, avec le départ de l’Américain Alcoa. L’extraction pétrolière est stagnante et la raffinerie nationale, inaugurée en 2015, n’a fonctionné qu’à 60 % de sa capacité en 2016. Elle devrait s’approcher de l’exploitation de sa pleine capacité en 2017. La chute des cours pétroliers, conjuguée à la disparition de la bauxite et l’aluminerie associée, a privé l’Etat de ses rentes traditionnelles. La bauxite, l’or et plus récemment le pétrole, représentaient à eux trois 30% du PIB, 88% des exportations et 35% des recettes fiscales du pays en 2013. Le secteur agricole qui emploie un quart de la population ne compte que pour 5 % du PIB. L’ouverture de la mine d’or Newmont Merian, en octobre 2016, devrait permettre de freiner la récession en 2017. Le rétablissement modéré des prix du pétrole et de l’or et les investissements publics (avec l’appui des organismes multilatéraux) et privés devraient également soutenir un retour à une faible croissance en 2018.

En mai 2016, un programme *Stand-by agreement* du FMI a été brièvement engagé. Cependant, certaines des préconisations se sont révélées irréalisables, aggravant le tableau conjoncturel. Le programme a donc été suspendu. Une application complète de ce programme aurait encore accentué la récession et l’inflation (55,5 % en 2016), notamment par un retrait intégral de la subvention à la consommation électrique, en 4 échéances rapprochées, ce qui aurait pu provoquer une situation sociale très tendue.

Le chômage est reparti à la hausse, de 7% en 2014 à 8,9 % en 2015. Le marché de l’emploi s’est davantage dégradé : 8 % de la population active aurait perdu son emploi en deux ans, basculant dans l’informalité. En 2015, 27,5% de la population vit encore sous le seuil de pauvreté.

Le Suriname dispose d’un potentiel de développement important, handicapé cependant par la restructuration inachevée du secteur public (120 entreprises de tailles très différentes) et la faiblesse de l’investissement domestique privé (1,3% du PIB) en raison d’un climat des affaires difficile et d’une faible compétitivité du pays (158ème place sur 190 dans le classement Doing Business 2017; ne satisfaisant pas les exigences minimales requises le pays a été retiré du classement 2016-2017 de Compétitivité Globale du *World Economic Fourm* ).

Sur le plan extérieur, le compte courant s’est sensiblement dégradé ces dernières années, passant d’un excédent de +5,7% du PIB en 2011 à un déficit de -15,6% du PIB en 2015, la baisse des exportations minières étant entièrement à l’origine de ce résultat. Le déficit courant de 2016 (-4,4 % du PIB) devrait laisser place à un excédent en 2017, permis par les exportations d’or et par la contraction des importations.